



## Eire Eco

Décembre 2019 – N°58

© DG Trésor – Service économique de Dublin

### MACROECONOMIE

**Activité économique** – Le PMI manufacturier irlandais s'établit à 49,7 en novembre 2019, passant à nouveau au-dessous de la barre symbolique des 50 et enregistrant une baisse de 1 point en comparaison au chiffre du mois précédent (50,7). Le PMI irlandais demeure supérieur au PMI manufacturier de la zone euro dont le score s'établit à 46,6 pour le mois de novembre 2019 ainsi qu'à celui du Royaume-Uni (48,3).

Selon les entreprises sondées, la baisse de la demande extérieure, en particulier au Royaume-Uni (*Brexit*) et aux Etats-Unis, représente la raison principale du repli modéré du secteur observé au mois de novembre, alors que l'indicateur des nouvelles commandes enregistre cependant une hausse. Les chiffres des derniers mois semblent ainsi pointer vers une stagnation du secteur manufacturier irlandais. En parallèle, la confiance des entreprises du secteur manufacturier, toujours positive, a atteint son niveau le plus élevé en cinq mois, même si l'incertitude liée au *Brexit* continue de peser sur le moral des entreprises.

Indice PMI - secteur manufacturier

Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)

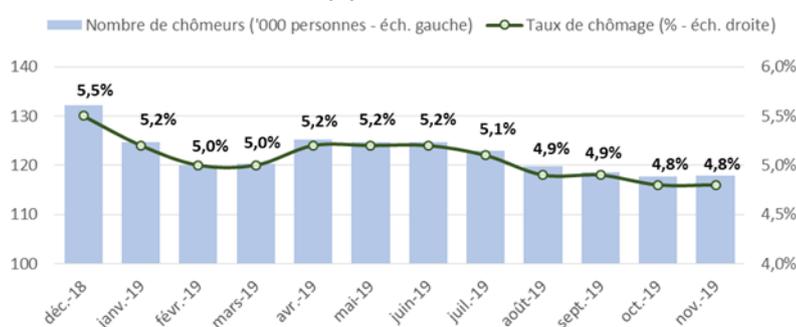


Après cinq mois de baisse consécutive, le PMI des services enregistre une hausse substantielle au mois de novembre et s'établit à 53,7, soit 3,1 points de plus que le mois précédent (50,6 en octobre). Toutes les branches du secteur ont enregistré une augmentation de leurs activités. Les entreprises sondées ont notamment rapporté une hausse substantielle des nouvelles commandes à l'exportation et conservent leur optimisme quant au développement de leur activité sur les douze prochains mois. Néanmoins, les difficultés à honorer les nouvelles commandes pourraient indiquer des contraintes croissantes sur la capacité de production du secteur.

**Chômage** – Le taux de chômage se maintient sous la barre des 5% en Irlande. Le taux de chômage s'établit ainsi à 4,8 % corrigé des variations saisonnières (cvs) au mois de novembre 2019 (contre 4,8 % en octobre 2019). Le nombre de chômeurs (cvs) s'établissait à 117 800 en novembre 2019, soit 100 de plus qu'en octobre 2019 et 17 600 de moins qu'en novembre 2018. Le taux de chômage des jeunes s'établit à 12,5 % en novembre 2019, contre 12,2 % en octobre 2019. L'économie irlandaise est actuellement considérée comme étant au plein emploi.

Evolution du chômage en Irlande

En milliers de chômeurs et en % de la population active

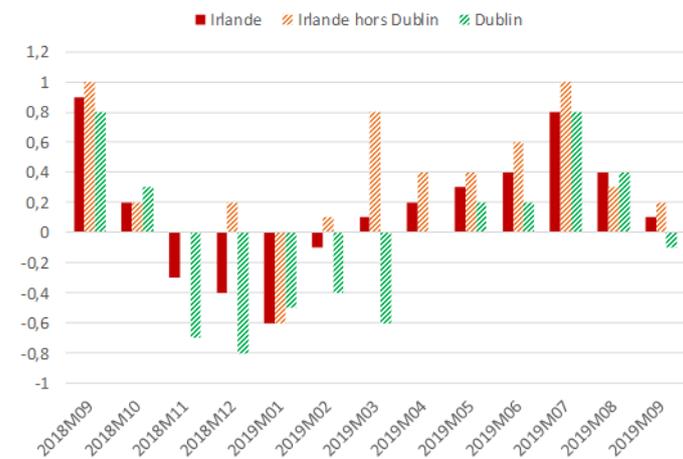


Les chiffres publiés dans le dernier Labour Force Survey (parution trimestrielle du CSO, homologue irlandais de l'INSEE, traitant des évolutions de l'emploi) en novembre ont montré la résilience du marché du travail irlandais malgré l'incertitude liée au *Brexit*. En effet, le niveau total d'emploi a augmenté de +0.8 % au troisième trimestre 2019 (en glissement trimestriel, corrigé des variations saisonnières). En glissement annuel, le niveau total d'emploi

continue d'augmenter (+ 2,4 % au troisième trimestre 2019) à un rythme cependant plus faible que celui observé en 2018 (+3 % au troisième trimestre 2018 en g.a.).

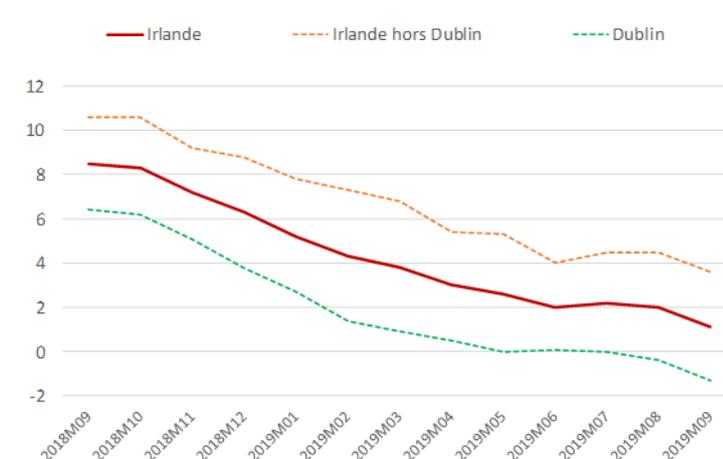
**Immobilier** – A l'échelle nationale, la croissance des prix de l'immobilier a sensiblement diminué au mois de septembre 2019, selon les variations exprimées en glissement mensuel. A Dublin, les prix de l'immobilier à l'achat sont en baisse de -0,1 % (g.m.) au mois de septembre 2019, après être repartis à la hausse entre avril et août 2019. Hors Dublin, les prix de l'immobilier continuent d'augmenter (+ 0,2 %), contre + 0,3 % le mois précédent.

Evolution mensuelle des prix de l'immobilier en Irlande (en glissement mensuel)  
En pourcentage



Source: CSO

Evolution mensuelle des prix de l'immobilier en Irlande (en glissement annuel)  
En pourcentage



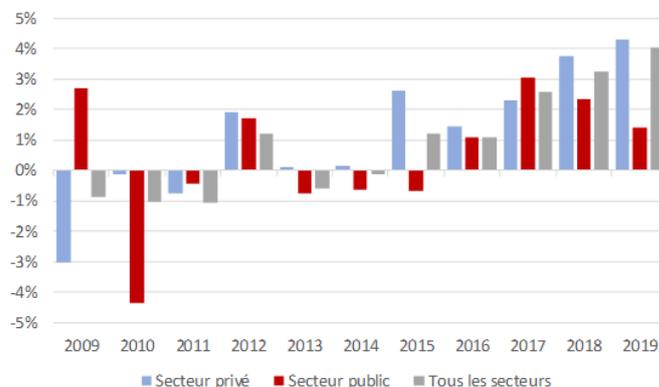
Source: CSO

Le second graphique présente les variations en glissement annuel des prix immobiliers. La croissance des prix de l'immobilier continue de nettement ralentir sur l'ensemble du territoire hors Dublin alors que les prix de l'immobilier diminuent à Dublin pour le deuxième mois consécutif. La variation des prix de l'immobilier à Dublin s'établit à -1,3 % en septembre 2019 contre -0,4 % en août 2019 et +0 % en juillet 2019 (g.a.). En parallèle, la croissance des prix de l'immobilier hors Dublin s'établit à +1,1 % en septembre 2019 contre +2 % le mois précédent (g.a.).

Le secteur de la construction connaît actuellement un développement significatif. Selon les dernières données publiées par le ministère du logement, la construction de 7 596 logements a débuté au troisième trimestre 2019, soit une augmentation substantielle de 33% en glissement annuel. Le nombre de logements dont la construction a été lancée entre octobre 2018 et septembre 2019 inclus s'établit à 26 106. Ce chiffre s'élève à 19 856 sur les neuf premiers mois de l'année 2019 au niveau national (en hausse de +22 % en glissement annuel) et à 6 474 uniquement à Dublin (en hausse de 18% en glissement annuel).

**Salaires** – Les salaires continuent de progresser en Irlande, dans le secteur privé tout comme dans le secteur public. Le salaire hebdomadaire moyen s'établit à 780,78 € tout secteur confondu, en hausse de +4 % au troisième trimestre 2019 en g.a. (au T2 2019, la croissance s'était établie à +3,49 % en g.a.). Le salaire horaire moyen a augmenté de +3,8 % en g.a. à 24,05 €. La croissance des salaires moyens hebdomadaires dans le secteur public s'établit à +1,3 % (en g.a.) au troisième trimestre 2019, bien plus modérée que la croissance de ces mêmes salaires dans le secteur privé (+4,8 % en g.a.). Le niveau des salaires moyens hebdomadaires reste cependant bien plus élevé dans le secteur public (975,86 €) que dans le secteur privé (721,42 €).

Variation annuelle du salaire hebdomadaire moyen par secteur (%)



Source: CSO

**Confiance des consommateurs** – La confiance des consommateurs irlandais (indice créé et mis à jour par la banque KBC et le think-tank irlandais ESRI) enregistre une forte hausse pour la première fois depuis juin 2019. L'indice s'établit à 77,1 en novembre contre 69,5 le mois précédent, soit une augmentation de 7,6 points. Ce chiffre contraste néanmoins fortement avec le niveau de l'indice au mois de novembre 2018, qui s'établissait alors

à 96,5. Le rebond de l'indice au mois de novembre s'explique par la réduction des risques liés à une sortie brutale du Royaume-Uni de l'Union Européenne et par les performances toujours positives de l'économie irlandaise.

#### Indice de la confiance des consommateurs en Irlande



Source: sondage ESRI/KBC

## FINANCES PUBLIQUES

### LE CHIFFRE DU MOIS

# 24,3

Il s'agit du pourcentage des dépenses courantes de logement (dont loyer, électricité, eau, gaz) faites par les ménages rapportées au total des dépenses. Les ménages irlandais allouent 24,3% de leurs dépenses à leur logement, soit un pourcentage proche de la moyenne au sein de l'Union Européenne (24%). Les dépenses de logement des ménages français s'établissent quant à elles à 26,3%, se classant ainsi 4ème, après la Finlande (28,5%), le Danemark (28,1%) et la Slovaquie (27,7%). Les ménages maltais (10,3%), lithuaniens (15%) et chypriotes (15,1%) sont respectivement les ménages européennes affichant les pourcentages des dépenses courantes de logement les plus faibles au sein de l'Union Européenne.

(Voir graphique plus bas)

**Exchequer** – Les recettes totales à la fin du mois de novembre 2019 ont été estimées à environ +2,7 % au-dessus du montant cible mensuel principalement en raison de l'impôt sur les sociétés (+1 408 M€) et l'impôt sur les gains en capital (+69 M€). Elles sont supérieures de +6,7 % (glissement annuel) à celles de 2018, principalement du fait de l'impôt sur les gains en capital (+10,2 %), de l'impôt sur le revenu (+8,6 %) et des droits d'accise (+7,1 %).

Les recettes générées par l'impôt sur les sociétés (IS) au mois de novembre **ont dépassé de + 30 % le montant cible mensuel (non cumulé). Alors que le gouvernement irlandais misait sur des recettes de l'IS 2019 plus faibles que celles observées en 2018, les chiffres du mois de novembre confirment la similitude des dynamiques en 2018 et 2019. Les recettes totales cumulées de l'IS ont d'ores et déjà dépassé le montant exceptionnel – et maintenant symbolique – de 10 Mds€, s'établissant exactement à 10,008 Mds€.** A titre de comparaison, les recettes de l'IS s'établissaient l'an dernier à 9,4 Mds€ au mois de novembre (en cumulé), soit une augmentation de + 5,9%. Enfin, les recettes totales cumulées sont supérieures de +16,4 % aux prévisions du gouvernement, qui estimaient les recettes cumulées au mois de novembre 2019 à 8,6 Mds€.

Les dépenses du gouvernement central se sont maintenues en deçà des plafonds inscrits dans le Budget 2019. Les dépenses courantes se sont établies à 56,9 Mds€ durant les onze premiers mois de l'année 2019, soit -0,5 % en dessous des limites budgétaires et en augmentation de +4,9 % (glissement annuel). Les dépenses d'investissement se sont élevées à 5,5 Md€, soit +23,4 % en glissement annuel.

**Objectifs budgétaires de moyen terme** – Lors d'une conférence organisée par l'IIEA, *think-tank* irlandais, Pascal Donohoe, ministre de l'économie irlandais, a annoncé de nouvelles cibles budgétaires de moyen-terme ambitieuses. Le ministre souhaite en effet voir le ratio de la dette publique rapportée au GNI\* (revenu national brut modifié, variable corrigée de l'activité des multinationales) s'établir à 85% à l'horizon 2025, alors qu'il s'élève à 104,3% pour 2018 et est estimé à 100,2% pour 2019. En outre, le ministre a déclaré cibler un excédent budgétaire de 1% du PIB à l'horizon 2022. Selon les prévisions du gouvernement, l'Irlande devrait afficher un excédent budgétaire de +0,4 % du PIB en 2019, contre +0,2 % du PIB

précédemment estimé en cas de *Brexit* ordonnée ou de report de la sortie du Royaume-Uni.

**Evaluation du projet de budget 2020** – L'IFAC (homologue du HCFP) a publié son rapport final sur le projet de budget 2020 irlandais. Alors que l'économie irlandaise continue d'afficher un rythme de croissance soutenu et un taux de chômage proche du niveau de plein emploi, l'organisme pointe du doigt 1/ les risques de surchauffe et 2/ l'incertitude liée à l'environnement international. L'IFAC accueille positivement la prise en compte des dépassements budgétaires récurrents par le gouvernement dans ses prévisions mais exprime néanmoins des inquiétudes face à la part croissante des recettes de l'IS dans les recettes fiscales totales et maintient ses critiques concernant les dérapages des dépenses publiques, notamment celles de santé, qui s'expliqueraient par des problèmes de gestion budgétaire et un manque de crédibilité des plafonds budgétaires. L'IFAC regrette enfin le manque de transparence du gouvernement concernant les dépenses hors Exchequer (hors gouvernement central) et la décision du gouvernement de diminuer les dotations annuelles du *Rainy Day Fund* (passant de 1Md€ à 500 M€). Le gouvernement s'est défendu des critiques de l'IFAC, arguant que l'Irlande faisait partie des neufs pays dont la Commission Européenne avait validé le projet de budget 2020.

**Notation de la dette souveraine** – Fin novembre 2019, l'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a annoncé une réévaluation de la notation à long-terme de la dette souveraine irlandaise, passant de A+ (groupe A dit de « qualité moyenne supérieure ») à AA- (groupe AA dit de « haute qualité »). L'Irlande renoue ainsi avec le niveau de notation que lui attribuait l'agence S&P avant le lancement du plan d'aide par la Troïka (FMI, Banque Centrale Européenne et Commission Européenne) en 2010. Il s'agit en outre de la première réévaluation de la notation à long-terme de la dette souveraine irlandaise depuis juin 2015.

## SECTEUR BANCAIRE

**Marché hypothécaire** – Selon les données publiées par la fédération irlandaise des banques et des paiements (*Banking & Payments Federation Ireland*, BPF), le montant total des prêts hypothécaires accordés est en augmentation de +10 % en octobre 2019 (en glissement annuel). L'encours total des prêts hypothécaires accordés en octobre 2019 s'établit à 1Md€, dont 547 M€ pour des primo-accédant. L'encours total des prêts accordés aux primo-accédant en octobre 2019 est en augmentation de +22,6 % (glissement annuel).

**Politiques macro-prudentielles** – Gabriel Makhoulf, gouverneur de la Banque Centrale d'Irlande (CBI), a annoncé le 4 décembre que les règles macro-prudentielles appliquées au crédit immobilier resteraient inchangées et n'avaient pas vocation à être temporaires. La position ferme du gouverneur fait suite à de nombreux appels de la part du secteur financier et de certains politiques d'assouplir les règles limitant l'accès au crédit immobilier (encours d'un prêt qui ne peut dépasser de 3,5 fois le revenu de l'emprunteur et dépôt requis fonction de la valeur vénale du bien immobilier). La CBI a admis que, le rythme de croissance des prix de l'immobilier étant plus élevé que celui des revenus, les règles prudentielles se trouvaient être actuellement plus contraignantes. Cependant, les analystes de Davy Research estiment que les règles prudentielles ne devraient pas ralentir le rapide développement du secteur de l'immobilier observé en 2019. Conor O'Toole, économiste à l'ESRI (think-tank irlandais) a en outre rappelé lors d'une conférence en novembre qu'assouplir les règles sur le crédit immobilier ne permettrait pas de résoudre l'actuelle crise du logement en Irlande et pourrait participer à la création d'une bulle immobilière similaire à celle pré-2008.

**Notation des banques irlandaises** – L'agence de notation Moody's a réévalué à la hausse à la notation de trois banques irlandaises, Allied Irish Banks (AIB), Bank of Ireland (BoI) et Permanent TSB (PTSB). Cette réévaluation reflète les progrès réalisés en matière de prêts non performants ainsi que les efforts des banques afin d'améliorer leurs apports en capital.

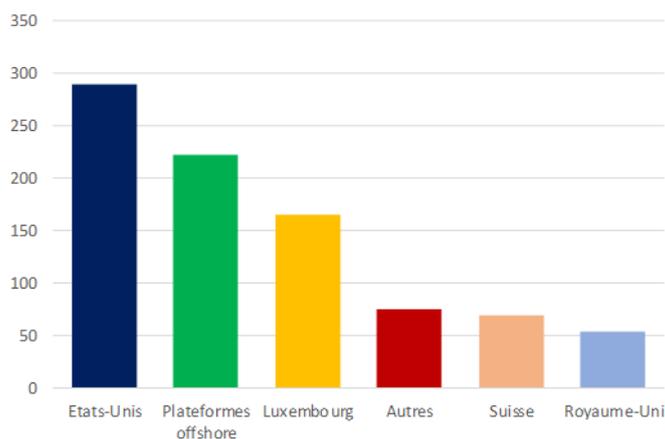
## INVESTISSEMENT ET COMPETITIVITE

**Investissements Directs Etrangers** – D'après les données publiées par le Bureau national de la Statistique irlandais (CSO), le stock net d'investissements étrangers en Irlande s'établissait à 874 Mds€ fin 2018, en baisse de 8 Mds€ par rapport à fin 2017. Cette baisse était principalement le résultat d'une contraction du stock d'investissements néerlandais (-106 Mds€), du stock d'investissements luxembourgeois (-58 Mds€), du stock d'investissements suisses (-3 Mds€) et du stock d'investissements britanniques (-5 Mds€), partiellement compensée par une hausse du stock d'investissements américains (+94 Mds€) et du stock d'investissements des plateformes offshores (+77 Mds€). Selon la règle de l'investisseur ultime (nationalité de l'investisseur ayant le contrôle final des actifs), les Etats-Unis demeurent le premier investisseur en Irlande avec un stock s'élevant à 649 Mds€. La différence constatée avec la nationalité des « investisseurs immédiats » suggère que des sociétés américaines investissent en

Irlande depuis leurs filiales basées principalement dans les centres offshores, le Luxembourg et la Suisse. Par ailleurs, l'Irlande apparait comme le deuxième investisseur ultime en Irlande (92 Mds€), ce qui s'explique par le fait que des entreprises irlandaises réinvestissent dans leur pays de résidence via des filiales implantées dans des pays tiers.

#### Stock d'investissements directs étrangers par "investisseur immédiat"

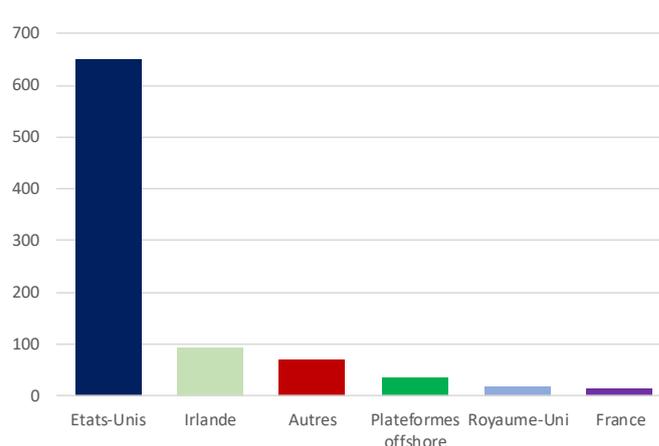
En milliards d'euro



Source: CSO

#### Stock d'investissements directs étrangers par "investisseur ultime"

En milliards d'euro



Source: CSO

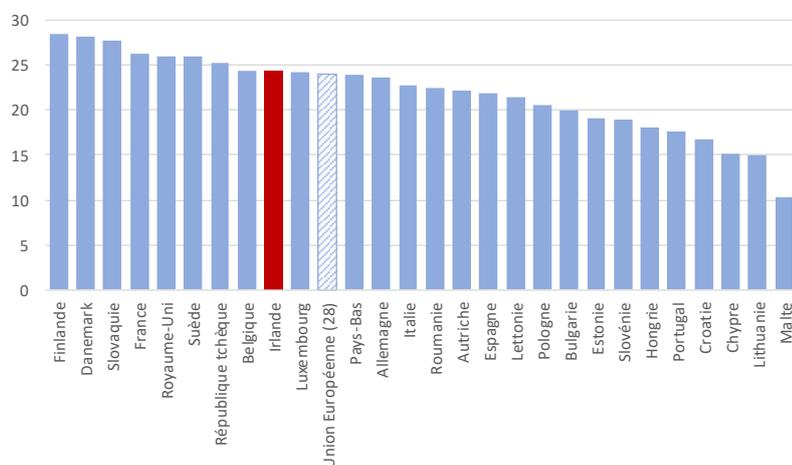
Le stock d'investissements irlandais à l'étranger a quant à lui enregistré une augmentation marginale (+1 Md€ par rapport à fin 2017), s'établissant à 824 Mds€ fin 2018. Ce mouvement s'explique avant tout par une hausse des investissements irlandais aux Luxembourg (+47 Mds€) et des plateformes offshores (+36 Mds€), partiellement compensé par une diminution du stock d'investissement irlandais aux Pays-Bas (-82 Mds€). Près de 40% (331 Mds€) des investissements directs irlandais à l'étranger se trouvent au Luxembourg, ce qui apparait là encore comme une conséquence de l'application de la règle de l'investisseur immédiat : il peut s'agir d'actifs financiers détenus au Luxembourg par des sociétés américaines et britanniques ayant établi leur siège fiscal en Irlande.

Les flux entrants étaient en baisse de -71 Mds€, passant d'un investissement de +47 Mds€ en 2017 à un désinvestissement de -24 Md€ en 2018 – notamment dû à un désinvestissement de -155 Mds€ de l'Europe partiellement compensé par un investissement de +73 Mds€ des Etats-Unis, de +42 Mds€ des Bermudes et de +19 Mds de l'Asie. Les flux sortants ont enregistré une augmentation avec un investissement de +0,616 Mds€ en 2018 (contre un désinvestissement de -1,8 Mds€ en 2017).

\*

#### Dépenses des ménages liées au logement en 2018

En % du total des dépenses



Donnée non disponible pour la Grèce

Source: Eurostat

## Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Production</b>									
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,2	179,9	195,3	262,5	273,2	294,1	312,5
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	3,0%	0,2%	1,3%	8,8%	25,1%	5,1%	7,2%	6,7%
Indice de production industrielle - m.a. (Base 100 = 2015)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3	155,5
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	36 976	40 056	40 365	40 616	45 181	100 347	100 013	111 353	126 040
<i>En % de la VAB totale</i>	24,3%	25,9%	25,5%	24,7%	25,3%	41,0%	39,4%	40,2%	41,6%
<b>Compte courant</b>									
Exportations de marchandises (en Md€)	90,92	93,19	93,51	89,18	92,62	112,41	119,29	122,71	140,84
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,24	79,27	90,18
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,30	45,06	43,44	50,66
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-3,4%	1,5%	1,1%	4,4%	-4,2%	0,49%	10,58%
<b>Evolution des prix</b>									
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	12,7%	9,6%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	11,7%	3,8%
<b>Population</b>									
Population	4 554 800	4 574 900	4 598 700	4 614 700	4 645 400	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	19 800	34 000
<b>Marché du travail</b>									
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	2 352 300	2 417 000
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	7,3%	2,8%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	61,9%	62,2%	62,6%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377	135 508
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%	5,6%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	338 825	346 400
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	15,4%	15,2%
Nombre de personnes employées par les multinationales	N/A	250 400	297 702	299 870	301 533	305 952	311 000	318 000	
<i>En % de l'emploi privé total</i>	N/A	16,7%	19,8%	19,3%	18,9%	18,7%	18,4%	17,1%	
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	1,7%	3,4%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	88 657	84 611	87 294	87 292	88 753	92 688	97 330	102 171	
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-3,5%	-4,6%	3,2%	0,0%	1,7%	4,4%	5,0%	5,0%	
<b>Consommation et investissement</b>									
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-0,9%	-0,7%	2,0%	4,2%	3,3%	1,9%	3,00%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	16,4%	-3,7%	18,1%	27,9%	61,2%	-22,3%	10,10%
<b>Secteur financier</b>									
Encours de dépôt total des ménages - (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%
Encours de crédit total aux ménages - (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%
Encours de crédits hypothécaires - (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%
Encours de crédit total aux SNF - (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7
<b>Gouvernement</b>									
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,6	77,3	81,1
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,9	-0,7	-0,3
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,7%	-0,2%	-0,1%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-2,6%	-1,0%	-0,4%
Dettes publiques (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6	201,3	205,9
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,9%	119,7%	104,1%	76,7%	73,4%	68,4%	65,9%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	275,9%	267,0%	254,7%
<b>Politique énergétique</b>									
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :									
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	7,6%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	4,8%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	48,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	29,8%	
<i>Energies renouvelables</i>	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%	9,3%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	0,5%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	66,0%	

## Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	déc-18	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19
<b>Production</b>												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)	81,97			84,38			86,35					
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>	3,79%			7,19%			5,98%					
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	84,8	99,3	99,4	101,4	104,9	108,2	98,2	99,9	101	109,8	109,6	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	108,8	109,8	113,6	115,5	114,3	115,3	110,3	118,8	115,6	117,3	119,8	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	83,6	101,9	90,7	93,1	100,6	105,5	87,0	91,4	96,8	112,5	112,4	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	54,5	52,6	54,0	53,9	52,5	50,4	49,8	48,7	48,6	48,7	50,7	49,4
Purchasing Managers Index - Services	56,3	54,2	55,9	55,3	54,7	57,0	56,9	55	54,6	53,1	50,6	53,7
Purchasing Managers Index - Construction	56,3	54,6	60,5	55,9	56,6	54,9	53,1	51,4	53,7	48,3	46,2	49,7
<b>Compte courant</b>												
Importations de marchandises (en Md€)	9,0	7,5	7,3	7,3	7,3	7,1	7,0	7,1	7,4	6,7		
Exportations de marchandises (en Md€)	12,9	13,6	13,1	10,9	12,8	13,4	11,5	13,9	12,0	12,7		
Solde commercial (en Md€)	3,9	6,1	5,8	3,6	5,4	6,3	4,6	6,7	4,7	6,0		
Balance courante trimestrielle (en Md€)	0,979			10,99			-26,54					
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)	11,0%			8,6%			8,1%					
<b>Evolution des prix</b>												
Inflation CPI (% MoM)	0,0%	-0,7%	0,8%	0,8%	0,4%	-0,1%	0,2%	-0,2%	0,5%	-0,2%	-0,3%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	0,2%	-0,6%	0,1%	0,8%	0,4%	0,4%	0,6%	1,0%	0,3%	0,2%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	-0,8%	-0,5%	-0,4%	-0,6%	0,0%	0,2%	0,2%	0,8%	0,4%	-0,1%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,2%	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,6%	1,1%	0,2%	
<b>Marché du travail</b>												
Nombre de chômeurs	132,1	124,7	120	120,4	125,2	124,6	124,6	123,0	119,8	118,5	117,7	117,8
<i>Taux de chômage global</i>	5,5%	5,2%	5,0%	5,0%	5,2%	5,2%	5,2%	5,1%	4,9%	4,9%	4,8%	4,8%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	12,8%	12,3%	12,1%	13,0%	13,9%	14,2%	13,8%	13,0%	12,4%	12,1%	12,2%	12,5%
Salaire horaire moyen (var YoY, 4T roulants, en %)	3,0%			2,7%			3,6%					
<b>Consommation et investissement</b>												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)	0,8%			1,6%			1,4%					
Investissement (variation trimestrielle en %)	15,5%			-20,3%			150,0%					
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	3,3%	-0,4%	4,3%	5,1%	4,5%	0,5%	-0,3%	-4,5%	2,0%	3,8%	3,0%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	3,7%	4,0%	5,7%	7,8%	6,2%	2,8%	1,8%	4,0%	3,9%	4,3%	3,2%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	1,4%	-7,1%	3,1%	3,2%	-2,8%	-3,7%	-6,0%	-16,3%	-2,8%	3,3%	1,8%	
<b>Secteur financier</b>												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	0,6%	0,3%	0,4%	1,0%	0,4%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%	0,2%	0,9%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	-0,2%	0,9%	-0,2%	1,2%	1,1%	1,3%	0,7%	1,9%	0,2%	0,5%	2,3%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	0,3%	-0,1%	-1,6%	-0,2%	-0,3%	0,1%	0,2%	0,3%	1,2%	0,6%	-0,2%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	0,1%	-0,1%	-1,9%	0,0%	-0,5%	0,1%	0,2%	0,1%	1,5%	0,5%	-0,1%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	-0,6%	-0,3%	0,3%	-1,6%	-0,4%	2,1%	0,4%	-1,0%	-1,0%	0,1%	-1,3%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	5 479,8	5 767,7	6 115,6	6 138,7	6 455,2	6 079,6	6 152,6	6 111,1	5 879,4	6 244,4	6 540,3	
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,933%	0,906%	0,878%	0,836%	0,566%	0,524%	0,286%	0,062%	-0,023%	-0,059%	-0,002%	0,046%

**Sources:** CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPIFI

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à [Dublin@dgtresor.gouv.fr](mailto:Dublin@dgtresor.gouv.fr)).

Auteur : Service Economique de Dublin  
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Justine FELIU  
Revu par : Paul DE VOS

Version du 11/12/2019